

Note de Synthèse

Groupe de réflexion DRAGON

Drones aériens à charges opérationnelles actives : vers une solution française ?

Les conflits récents, en particulier au Haut-Karabagh et en Ukraine, ont mis en évidence l'impact des drones armés dans la conduite des opérations. Ces matériels apportent une plus-value opérationnelle indéniablement déterminante et constituent à bien des égards *une rupture*. Quelles places doivent-ils donc occuper au sein de nos armées et de nos forces de sécurité ? Comment leur emploi doit-il orienter la recherche et les développements pour un usage dans le cadre d'un futur conflit de Haute Intensité, en opération extérieure ou sur le territoire national au bénéfice des unités spécialisées et quelles normes doivent en encadrer l'utilisation ? Toutes ces questions sont primordiales pour le développement des systèmes d'armes que constituent les drones et des réponses doivent y être apportées afin que ces systèmes puissent remplir leurs missions de manière optimale sans déroger à nos principes et à nos valeurs en particulier en termes éthique (pas de SALA).

Une réflexion globale sur les drones aériens à charge opérationnelle active de moins de 150 kg a donc été ouverte par le **Groupement des industries de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT)** avec le soutien de l'Observatoire ENTF du **Centre de recherche de l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan (CRéC)** qui a rejoint cette étude afin de faire bénéficier de son expertise sur ce sujet. Son ambition est de proposer des recommandations industrielles afin de permettre l'émergence d'une BITD souveraine sur les systèmes d'armes drones pour que nos armées et nos forces de sécurité intérieure puissent disposer de toute la souveraineté dont elles ont besoin via des solutions nationales.

Cette étude constitue une synthèse des capacités françaises et internationales en termes de systèmes de drones aériens à charges opérationnelles actives de moins de 150 kg, éclairée par les besoins opérationnels et capacitaires des armées et des forces de police et de gendarmerie. Ces travaux sont accompagnés d'une réflexion sur les enjeux éthiques, économiques, normatifs et d'exportation liés à l'emploi de ces matériels. Ainsi, la réflexion a été enrichie par l'apport conjoint des acteurs étatiques et industriels, les premiers apportant leur expérience opérationnelle et capacitaire et les seconds fournissant une connaissance technique pour ce sujet et ses corollaires. La divergence des origines et des intérêts de ces acteurs n'a pas été un obstacle à une large convergence des points de vue.

Les recommandations du groupe de réflexion sont multiples :

- ❖ Sur le plan **Opérationnel** : Les systèmes de drones armés de cette catégorie (moins de 150 kg) ne seront jamais complètement indétectables ni indestructibles. C'est de leur emploi et de leur utilisation en masse que dépendra leur succès opérationnel. **Ces matériels devront être par nécessité peu onéreux, consommables** dans leur grande majorité **et modulaires**.
- ❖ Sur les plans **Normatif et Programmatif** : les systèmes de drones armés sont des matériels de haut niveau technologique, dont l'obsolescence est très rapide. **Les délais nécessaires pour le développement de ces programmes et pour les certifications associées doivent être accélérés. Il est recommandé d'engager des groupes de travail entre l'Etat et l'industrie dans les plus brefs délais afin d'anticiper, à court terme, les expérimentations nécessaires.** A plus long terme il s'agit de définir le juste besoin dans ces domaines afin de permettre non seulement l'entraînement des utilisateurs mais également leur emploi qu'il s'agisse du théâtre national (forces spécialisées du MININT) ou dans le cadre de conflits armés ou d'OPEX (MINARM).

Etude GICAT/CRcC Saint-Cyr menée de décembre 2021 à juillet 2022

- ❖ Sur le plan **Economique** : Le secteur industriel relatif aux systèmes de drones armés n'est actuellement pas en mesure de répondre au besoin opérationnel des forces. Pour le faire, il faut **structurer la BITD française de ce secteur autour de grands champions**, avec le soutien de financements étatiques ou européens. Il est indispensable que l'Etat donne de la visibilité aux acteurs industriels en leur garantissant son aide financière sur la durée tout en hiérarchisant ses besoins prioritaires en termes de souveraineté. Le volet lié à l'exportation, indispensable économiquement, doit faire l'objet d'une attention toute particulière.
- ❖ Sur le plan **Ethique (pas de SALA)** : le déploiement de ces matériels ne pourra se faire que s'ils sont socialement acceptés, en particulier pour leur emploi sur le territoire national. Cela suppose d'utiliser le bon vocabulaire. Il faudra aussi **être intransigeant sur le respect de notre éthique militaire et le respect de nos valeurs**.

Ces recommandations nécessiteront une impulsion et un engagement politique profond et durable, qui devront s'accompagner d'un soutien financier planifié et constant.

Contacts

Pour obtenir plus d'informations ou des mises en relation : contact@f-sc.org